

**Mémoire sur l'avenir  
de l'agriculture**

**Présenté à**

**La Commission  
sur l'avenir de l'agriculture et de  
l'agroalimentaire québécois**

**Par**

**Lise Bradette**

**À Saint-Félicien**

**Le 7 mai 2007**

## **Présentation**

Je me présente Lise Bradette, cela va faire 49 ans que j'ai le cœur en agriculture, car je suis née dans un champ de bleuets. J'ai été choisie agricultrice de passion provinciale en 2002. Ferme transmise de père en fille qui a été fondée en 1956, j'ai donc acquis l'entreprise de mes parents avec mon conjoint Régis Morency en 1987.

Aujourd'hui nous travaillons à l'intégration de nos quatre garçons sur notre entreprise soit la Ferme Laitière Des 3J. Notre P.M.E. est entrain de se diversifier non seulement dans la production, mais également dans la transformation à valeur ajoutée. Nous faisons aussi de l'agrotourisme pour informer les gens sur nos pratiques agricoles.

## **L'agriculture à l'heure d'un nouveau défi**

### **Le passé**

L'agriculture de la région fut l'une des premières industries à se structurer. Pour développer les productions agricoles, nous avons créé des instruments de développement tels :

- La Chaîne coopérative avec son abattoir, son service de moulée et son service de machinerie agricole;
- Les coopératives locales et de transformation laitière;
- Les entreprises financières comme l'assurance de l'U.C.C. (Union des Cultivateurs Catholique) et la caisse d'Établissement;
- Les différents syndicats de producteurs.

Ainsi l'U.C.C. (ancêtre de l'U.P.A.) était notre syndicat d'entrepreneur. De cette association, nous nous sommes données des outils collectifs pour ce développer. Aujourd'hui le paysage à quelque peu chargé, des usines désertées comme celle du défunt Groupe Lactel à Chambord et le démantèlement de nombreuses fermes laissent de profondes cicatrices.

### **Le présent**

Les grandes industries prennent la matière dans notre cours, mais c'est pas dans celles-ci qu'elles la transforment. Est-ce qu'on a vraiment amélioré la situation des producteurs agricoles en créant les grands oligopoles dans l'agroalimentaire? Selon moi, non!

Par exemple :

- Le bœuf, est-ce qu'il est moins cher pour les consommateurs et plus rentables pour les producteurs, depuis qu'il est abattu près de Montréal?

- Le lait : Nous voyons les camions de lait quitter la région. Ce produit à l'état brut va se faire transformer dans une autre région sous de beaux prétextes sans économie pour les producteurs et même des augmentations de frais de transport. Une fois transformés, les produits reviennent dans la région, c'est illogique!
- Les fermes laitières, celle de nos pères et grands-pères, sont liquidées pour faire place aux grandes cultures céréalières s'en pour autant améliorer les revenus des producteurs.

Sur notre entreprise, nous avons pris un tournant, nous transformons notre bœuf à la ferme. Étant donné que nous n'avons pas d'abattoir en région, nous devons faire abattre à Ste-Hénédine dans le centre du Québec dans un abattoir certifié. Par la suite, nous devons ramener notre bœuf dans un camion réfrigéré jusqu'à notre salle de découpe. Encore une fois, le transport inutile augmente nos coûts de production et la pollution de l'air. Par contre, nous générons des revenus dans l'économie de notre région et dans notre entreprise.

Pour le lait, nous avons construit une fromagerie artisanale pour transformer cette matière première. Il y a tellement de permis de transformation, de vente, d'environnement et j'en passe. Nous sommes considérés comme des industriels, car les normes et la bureaucratie sont les mêmes.

### **Comment utiliser dans l'avenir notre patrimoine**

Avec l'ensemble des éléments mentionnés plus haut, il y a de quoi pour décourager la relève. En plus, les métiers connexes à l'agriculture ne se qualifient pas ou difficilement aux programmes d'établissement de la relève agricole. Je crois que nous devons relever un défi de taille soit celui de favoriser une bonne qualité de vie sur nos entreprises agricoles et dans nos régions. Notre survie en dépend.

Il faut favoriser un développement qui reconnaît l'importance et le pouvoir de la personne. C'est la personne qui doit-être au centre des préoccupations et du monde. C'est le retour aux valeurs de la terre. Il faut faire de l'agriculture des outils au service de la vie : vie des personnes, vie des familles et vie des entreprises.

L'évolution économique et sociale que nous connaissons, nous a entraîné dans un processus de déclin. Dans ce contexte de dégradation générale des communautés locales, même une agriculture rentable est menacée. Ses exploitants n'accepteront pas de vivre dans un désert social et culturel.

Pour que l'agriculture soit dynamique, elle doit reposer sur une campagne vivante. Pour que vive l'agriculture, nous n'avons d'autres choix que de sauver les campagnes.

Nous devons éviter de gaspiller nos ressources humaines en leur donnant un climat propice pour qu'ils puissent se développer. Notre jeunesse vit dans un monde hautement

compétitif. Elle crie leur détresse dans leur apathie, leur violence et leurs attitudes qui va parfois jusqu'au suicide. Cet aspect est l'un des plus sombres de notre société en ce 21<sup>e</sup> siècle et nous ne pouvons demeurer indifférents.

Je vous invite donc à prendre position sur ce problème qui ébranlent les collectivités régionales. Plus que jamais, il faut faire appel aux forces de la vie pour que la solidarité entre les générations renaisse à nouveau. Ces forces de la vie sont, pour moi, les valeurs de la terre, les valeurs familiales.

Existe t-il d'autres solutions que la centralisation que nous connaissons actuellement? Le défi est alors de choisir de nouvelles règles pour permettre la réalisation de nouveaux projets, de nouvelles actions qui nous mèneront vers un nouveau contrat social. Un élément clé de ce nouveau contrat social est la reconquête de l'espace rural. Afin que celle-ci devienne un lieu de travail et de vie dynamique pour nos familles québécoises.

Le but n'est pas de recréer le retour à la terre des années 40, mais de favoriser une meilleure occupation du territoire. Ainsi les orientations en lien avec l'activité économique doivent favoriser le développement et la vitalité de l'ensemble des milieux.

Le tissu agricole aussi vitale soit-il pour le milieu rural ne pourra redynamiser seul ce dernier. Pour survivre et vivre, les milieux ruraux n'ont d'autres choix que de diversifier leur économie. La centralisation dans la transformation des produits agroalimentaire et dans la mise en marché a joué un rôle important dans la dévitalisation des campagnes.

Les défis auxquels nous sommes confrontés nous invitent à regrouper nos forces, comme l'ont fait nos pères jadis, et non pas en nous appuyant seulement sur l'état. Nos aînés, nos adultes et nos jeunes sont des éléments important pour créer une agriculture intergénérationnelle vivante.

Les jeunes sont la richesse de chacune de nos localités, de chacune de nos régions. Y a t'il plus beau projet pour une société que celui de faire travailler tout son monde? De protéger son environnement, d'investir dans sa jeunesse, d'affirmer son identité et de contrôler sa destinée.

Il faut faire appel aux jeunes, à ceux pour qui nous bâtissons, il faut leur offrir en agriculture des horizons possibles, un monde vivant et des campagnes dynamiques. L'esprit collectif et l'aspect humain doivent être au cœur des enjeux et des orientations à venir. Tandis que les préoccupations en lien avec les activités économiques doivent favoriser le déploiement de ce dernier sur l'ensemble des régions.

Tous doivent servir l'homme avant tout chose, car la richesse de la terre devient richesse de l'homme qu'au prix du travail humain. Un jeune travailleur de la terre vaut plus que tout l'or du monde.

## **Pistes de solution**

- Reconnaître les acquis des différents métiers qui pourraient servir en agriculture;
- Avoir des prix adéquats pour nos aliments, afin d'être capable de rémunérer nos jeunes;
- Redynamiser les fonds de rang, par une politique de support aux jeunes qui veulent développer des productions plus marginales et cultiver la terre;
- Développer des aides financières pour supporter les agriculteurs qui font des efforts de valorisation et de développer des ressources forestières;
- Revaloriser les terres en friches
- Reconnaître et soutenir davantage (financièrement) les agriculteurs pour les pratiques environnementales déjà établies qui profite à l'ensemble de la collectivité;
- Élaborer une politique de développement qui favorisera l'émergence des produits à valeur ajoutée et par le fait même l'emploi en milieu rural.